

# Lutter pour l'humanité et contre le néolibéralisme, aujourd'hui

Dimanche 30 novembre 2008. (Traduction française d'un article paru, le 17 novembre 2008, dans *Ojarasca*, supplément du quotidien mexicain *La Jornada*.)

Par Jérôme Baschet (Historien médiéviste, Jérôme Baschet est l'auteur de *La Rébellion zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire*, « Champs », Flammarion, 2005).

## Lutter pour l'humanité et contre le néolibéralisme, aujourd'hui

Vingt-cinq ans qu'a été semée l'EZLN ; quinze que vibre l'écho du *!Ya basta !* ; cinq que se fortifient les Conseils de bon gouvernement ; trois qu'avancent l'Autre Campagne et la *Zezta* internationale... Beaucoup d'anniversaires en un seul, à célébrer durant le Festival de la digne rage. C'est que le mouvement zapatiste n'a pas *une* identité mais plusieurs, qui se bousculent et s'infléchissent les unes les autres. Un soulèvement indigène pour la dignité et l'autonomie, une lutte de libération nationale, une rébellion pour l'humanité et contre le néolibéralisme : le zapatisme est bien davantage que la somme de tout cela. Chacun des éléments qu'il articule se trouve transformé, reformulé, tout comme le sens des diverses échelles (intranationale, nationale et internationale) qu'il entrelace.

Dans ce tissage d'horizons et de temporalités, l'appel à lutter « pour l'humanité et contre le néolibéralisme » a revêtu une extraordinaire pertinence historique. Même si l'EZLN a eu l'élégance d'en minimiser la portée, la Rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme, qui s'est tenue au Chiapas en juillet et août 1996, occupe une place majeure dans la mémoire de la résistance globalisée, comme antécédent du mouvement altermondialiste dont la force s'est manifestée à partir des mobilisations de Seattle, en 1999. Cette rencontre, dite « intergalactique », a réveillé l'esprit internationaliste après des décennies de complète apathie et a ébauché le projet de réseaux transcontinentaux de résistance.

C'est le nœud établi entre les deux éléments de l'appel - pour l'humanité et contre le néolibéralisme - qui est déterminant. Revendiquer une lutte pour l'humanité n'a de sens que si nous identifions l'adversaire qui fait obstacle à cette lutte, car toute proclamation humaniste détachée d'une critique radicale du présent n'est rien d'autre qu'une mystification, par laquelle l'éthique *light* de l'humanitarisme accompagne les horreurs de la quatrième guerre mondiale. Il n'est pas moins indispensable de préciser au nom de quelles valeurs nous refusons la globalisation néolibérale, car le monde est plein de fondamentalismes religieux ou ultranationalistes qui s'opposent également à elle. Le combat contre le néolibéralisme est indissociablement une lutte pour l'humanité ; et réciproquement. Loin d'un universalisme abstrait qui n'est que l'universalisation de valeurs locales (occidentales), il s'agit d'envisager une humanité construisant son unité à partir de ses particularités concrètes. Une humanité qui se reconnaisse comme une mosaïque d'histoires, en quête de dialogues entre égaux, de coopération entre différents. Ce que l'on pourrait dénommer un *pluniversalisme* : un monde qui contienne de nombreux mondes.

Aujourd'hui, l'accumulation du capital provoque avant tout une accumulation de catastrophes qui menacent l'existence même de l'humanité. Pour la première fois dans l'histoire, l'instinct de conservation de l'espèce humaine, en danger de disparition, pourrait devenir le meilleur allié de la rébellion antisystémique. Du moins la lutte contre le néolibéralisme oblige-t-elle à assumer le point de vue de l'humanité tout entière, l'exigence de sa préservation et son

aspiration à la dignité étant désormais une seule et même chose. La destruction du monde de la destruction peut-elle être encore conçue comme l'œuvre d'une classe sociale particulière, ou de la non-classe des exclus ? S'il est clair que la lutte s'enracine dans les antagonismes sociaux actuels, en bas et à gauche, on peut suggérer qu'elle devra assumer, dans son processus même, le point de vue de l'humanité, clamant pour sa survie et sa réalisation comme humanité digne.

Qu'en est-il aujourd'hui dans le contexte d'une crise aux proportions inconnues depuis 1929-1933 ? Si elle ne signifie pas par elle-même l'écroulement du système, cette crise paraît marquer le passage à une nouvelle métamorphose du capitalisme, au-delà du cycle néolibéral et au-delà du cycle de l'hégémonie absolue des États-Unis (dont l'échec en Irak et le désastre à Wall Street signent l'impossible restauration). Le fait que les réorganisations systémiques aient commencé à être esquissées alors même que nous n'en sommes qu'aux premières scènes du drame, celles du cirque des hauts et des bas boursiers, et quand les effets dévastateurs de la récession se sont à peine fait sentir, suggère que la crise vient accélérer des processus engagés depuis un certain temps. Si les puissances du G8 se préparent à intégrer les grands pays émergents à la sphère de l'(in)gouvernabilité économique mondiale, ce n'est pas par altruisme, mais parce qu'elles ont désormais besoin d'eux, et en premier lieu de la Chine. Si les fanatiques de la liberté du marché accumulent les *mea culpa* et ne jurent plus que par l'État, ce n'est pas par une soudaine conversion « socialiste », mais parce qu'ils savent pertinemment que, comme au lendemain de 1929, seul l'État peut sauver le capitalisme et ouvrir de nouveaux fronts aux appétits de profit.

Si les gouvernants eux-mêmes mettent en œuvre une partie du programme anti-néolibéral (rôle économique de l'État, hausse des dépenses publiques, contrôle des flux de capitaux, supervision et régulation financières, mesures protectionnistes, etc.), nous ne pourrons plus revendiquer la lutte « pour l'humanité et contre le néolibéralisme ». Le risque est que le nouveau statut des puissances du Sud désarme une critique décoloniale, habituée à dénoncer la domination du Nord. Le risque est qu'une relégitimation partielle des États vienne diviser les convergences transnationales qui se tissent, en bas à gauche. C'est pourquoi le nouveau contexte ouvert par la crise rend plus nécessaire encore une posture résolument anticapitaliste, comme celle qu'a anticipée la Sixième Déclaration de la Selva Lacandona (2005).

À partir de 2001, le Forum social mondial a porté à une échelle beaucoup plus ample le processus que la Rencontre intergalactique de 1996 avait enclenché. Son rôle historique a consisté à généraliser la conviction qu'« un autre monde est possible », brisant ainsi la chape du présent perpétuel néolibéral. Mais, dans son souci de diversité, il n'a pas voulu définir s'il promouvait des alternatives au capitalisme ou des alternatives au sein du capitalisme. Telle est l'ambiguïté de la posture anti-néolibérale, qui permet de regrouper ceux qui rejettent le capitalisme sous toutes ses formes et ceux qui rêvent d'éliminer les effets les plus brutaux de l'économie de marché grâce à l'intervention de l'État et des instances internationales. Telle est l'ambiguïté qui, probablement, se dissipera dans la phase ouverte par la crise actuelle.

La proposition d'une nouvelle Rencontre intergalactique, lancée par la Sixième Déclaration de la Selva Lacandona, pourrait alors acquérir une nécessité accrue. Une telle rencontre aurait ses caractéristiques propres, notamment : une perspective résolument anticapitaliste ; l'affirmation d'une voie non étatique cherchant à construire par en bas des formes d'autogouvernement (les Conseils de bon gouvernement et la force croissante de l'autonomie étant la contribution pratique des peuples zapatistes à ce débat) ; l'intuition qu'il ne s'agit plus seulement de résister mais de commencer à proposer et à construire collectivement. « Un autre monde, un autre chemin », annonce le Festival de la digne rage. Ce chemin n'est éclairé par aucune avant-garde ; il n'est pas tracé ni aplani par les lourdes

machines du pouvoir d'État. De notre manière de cheminer, en bas et à gauche, dépend le monde que nous créerons. L'autre chemin fait déjà partie de l'autre monde auquel nous aspirons. Un chemin qui contient de nombreux chemins.

Que signifie « anticapitalisme » ? Notamment que les dignités que nous sommes commençons à secouer les multiples formes d'humiliation et de dépossession que la société de la marchandise instille dans nos manières d'être : ego hypertrophiés, peur et négation des autres avivées par la concurrence, soumission de nos actes à des critères quantitatifs, obsession de la réussite et de l'efficacité, culte de la vitesse et stress des temps courts... Cela signifie qu'il est nécessaire de nous reconnaître et de partager des expériences, des valeurs déjà autres, des vocabulaires déjà autres. Cela signifie aussi que le moment est venu de réveiller notre sens du futur. De réaliser qu'une organisation politique fondée sur une multitude d'autonomies locales, fédérées et se coordonnant aux niveaux régional, national et mondial, est possible. Un monde sans argent, respectueux des équilibres écologiques et produisant raisonnablement pour que tous les humains jouissent également du bien vivre. Une société du temps libre (imaginons la quantité de travail destructeur devenu inutile, une fois l'humanité libérée des bureaucraties, des banques, des armées, des industries militaires, etc., sans compter la production de tant d'objets illusoires, absurdemment fragiles et non réparables). Si nous ne commençons pas à assumer que cet autre monde, libéré de la tyrannie de la marchandise et de l'État, de l'argent et du travail spécialisé, est possible, notre posture anticapitaliste n'a aucun sens. L'alternative est claire : barbarie capitaliste ou humanité digne.

On se retrouve pendant le Festival de la digne rage, pour partager le *pozol*, la danse et la parole, et prendre des forces pour le chemin...

# L'autre politique, celle de la digne rage

Par John Holloway  
mardi 30 décembre 2008.  
Traduit par el Viejo.

## L'autre politique, celle de la digne rage

### 1. Rage, rage, rage.

Rage comme celle des jeunes en Grèce dans les dernières semaines. Rage face à la violence de la police, rage face aux bas salaires et au manque de chances de s'en sortir.

Rage aujourd'hui face au massacre des Palestiniens par l'armée israélienne à Gaza. Rage face aux cinq ans de tuerie et de destruction en Irak.

Rage, rage ici, tous les jours. Rage face à la répression d'Atenco et aux cent douze ans de prison infligés à Ignacio del Valle. Rage face au viol des *compañeras* qui luttent pour une vie digne. Rage face à la violence quotidienne de la police. Rage face à la destruction des forêts. Rage face au racisme, rage face au fossé obscène entre les revenus des riches et la misère des pauvres, rage face à l'arrogance des puissants. Rage parce qu'ils sont en train de transformer un pays magnifique en un pays pourri, un pays où vivre, c'est vivre dans la peur.

Rage parce que ce n'est pas seulement le Mexique, mais le monde entier qui pourrit, qu'on est en train de détruire. Rage parce que nous vivons dans un monde fondé sur la négation de l'humanité, la négation de la dignité. Rage parce que la seule façon de survivre est de se vendre. Rage parce que la crise de ce système se traduit par plus de pauvreté, plus de violence, plus de frustration.

2. Rage, rage, rage. La rage brise. La rage brise la victime. Avant l'explosion de rage nous sommes victimes, victimes du système capitaliste. Tout ce que nous pouvons faire en tant que victimes c'est de souffrir, de demander des changements, de formuler des revendications. En tant que victimes, nous avons besoin d'un leader, d'un parti. En tant que victimes nous espérons un changement dans le futur, une révolution dans le futur.

Par le cri de rage nous rompons avec ça, nous disons : « Non, nous ne sommes pas des victimes, nous sommes des humains, ça suffit de vivre comme ça, ça suffit de souffrir ! Nous n'allons plus rien demander à personne, nous n'allons plus formuler de revendications, nous n'allons plus attendre la révolution dans le futur, parce que le futur n'en finit pas d'arriver. Nous allons changer les choses ici et maintenant. »

Rage, digne rage. La rage anticapitaliste est une digne rage, parce qu'elle rompt avec la condition de victime, parce qu'elle porte déjà le désir d'autre chose, d'un monde différent, parce que derrière les cris et les barricades il y a autre chose, la construction d'autres rapports sociaux, la création d'une autre façon de faire, d'une autre façon d'aimer.

3. La rage est le seuil de la dignité. Mais la rage seule n'est pas suffisante parce qu'elle ne crée pas encore les fondations d'un autre monde, qu'elle ne crée pas encore la base pour résister à la réintégration au capitalisme. Elle ouvre la porte à une politique radicalement autre, à une façon de faire radicalement différente, mais le plein développement de la digne

rage ne signifie pas seulement le cri de « Non, nous n'acceptons pas, nous ne nous soumettons pas ». C'est aussi le « Nous allons faire autre chose, nous allons vivre d'une manière qui ne colle pas avec le capital. Nous luttons contre le capitalisme non seulement avec des manifestations et des pierres mais aussi (et peut-être surtout) en construisant autre chose. Nous luttons contre le capitalisme en vivant le monde que nous voulons créer. »

Ça suffit ! Ça suffit de vivre comme ça, de créer tous les jours un système qui est en train de nous tuer. Mais derrière le *¡Ya basta !* zapatiste, il y a autre chose, sans lequel le zapatisme n'aurait pas la force qu'il a. Derrière l'urgence du *¡Ya basta !* il y a une autre temporalité, la temporalité du « Marchons, ne courons pas, parce que nous allons très loin ». Le noyau du zapatisme, c'est la construction patiente d'un autre monde, la création ici et maintenant d'autres rapports sociaux. Les communautés zapatistes du Chiapas luttent contre le capitalisme en vivant le monde qu'elles veulent (et que nous voulons) créer. Elles luttent contre le capitalisme en allant au-delà du capitalisme. C'est ça, la *digne* rage.

Les zapatistes ne sont pas les seuls, évidemment. La *digne* rage existe partout. Elle existe dans tous les lieux et tous les moments où les gens disent « Non, nous n'allons pas accepter la domination du capital, ou de l'argent, nous allons faire autre chose ». Parfois c'est sur le Non qu'on met l'accent, parfois, c'est sur la construction d'autre chose. Parfois, c'est la rage qui s'exprime le plus clairement, parfois c'est la dignité, mais il importe de reconnaître l'unité, les lignes de continuité entre les deux types de lutte. C'est pourquoi la tolérance, l'antisectionarisme doit être l'élément central de n'importe quelle politique de la *digne* rage. Nous voulons rassembler les deux aspects, la rage et la dignité, et la seule façon de le faire est de respecter les différentes formes de lutte.

4. La dignité n'est pas la dignité des victimes, mais celle des sujets actifs (et des sujettes actives). La politique de la *digne* rage, c'est-à-dire l'autre politique, est un cheminement qui laisse en arrière la politique des victimes, la politique des revendications, la politique des constantes dénonciations, la politique de leaders, de partis et d'État. La *digne* rage nous met au centre. Nous, hommes et femmes, créons le monde avec notre créativité, notre activité. C'est nous aussi qui créons le capitalisme qui nous tue : c'est pour cela que nous savons que nous pouvons arrêter de le créer. C'est aussi nous, hommes et femmes, qui créons la crise actuelle du capitalisme, ou plutôt c'est nous qui *sommes* la crise du capitalisme.

Il est important d'insister là-dessus parce que la crise constitue une menace très sérieuse pour l'autre politique. La crise nous tire vers la vieille politique de la gauche, vers la politique de la victime, la politique des revendications.

Il y a essentiellement deux façons de parler de la crise. La façon la plus évidente est de rejeter la faute sur les capitalistes et le capitalisme. La crise est la démonstration de l'échec du capitalisme. Il nous faut une révolution. Il faut faire la révolution de la façon la plus efficace possible. Et pendant ce temps, nous devons demander plus d'emploi, plus de dépenses sociales, des subventions pour les pauvres et non pour les riches. La compréhension de la crise comme leur crise à eux nous ramène à la politique de la victime, des revendications, de la révolution future.

L'autre façon, c'est de dire que non, ce n'est pas comme ça : c'est nous les responsables de la crise, et ce n'est pas que nous ayons à faire la révolution, car nous sommes déjà en train de la faire, et la crise est l'expression visible du fait que nous sommes en train de la faire. Le capitalisme est un système de domination, de subordination. Et de surcroît, il dépend d'une subordination toujours plus absolue de la vie au travail aliéné. S'il ne parvient pas à imposer cette subordination totale, il entre en crise ouverte.

Nous, hommes et femmes, nous sommes les insubordonnés, nous sommes la crise du capital. La grande crise de 29 a été le résultat de la vague d'insubordination qui s'est exprimée dans la révolution russe. La crise d'aujourd'hui est le résultat des vagues d'insubordination des quarante dernières années. La crise dans les deux cas est une crise masquée, masquée par l'expansion du crédit qui cache le lien entre l'insubordination et ses conséquences et donne à la crise de production l'apparence d'une crise financière. L'expansion du crédit est une sorte de pari sur l'exploitation future du travail, c'est-à-dire sur la subordination future de notre activité, un pari que le capital est en train de perdre. Nous sommes l'insubordination qui est la crise du capital, et nous n'allons pas nous subordonner.

Il vaut mieux assumer notre responsabilité. Ça nous aide à comprendre notre force : nous ne sommes pas les éternels perdants ; notre rébellion, notre insubordination, notre dignité sont en train de secouer le système. La crise du capital est l'expression de la force de notre dignité. Alors il ne faut pas regarder la crise comme l'écroulement du capitalisme, mais comme l'éruption de notre dignité, la naissance d'autre chose, d'autres rapports sociaux, des rapports sociaux fondés sur la dignité, sur la digne rage.

Le défi de l'autre politique est de renforcer ce processus, cette création d'un autre monde. Il ne peut être question de demander plus d'emploi ou plus d'État, parce que ceux-ci signifient le renouvellement de la subordination au capital. Nous ne demandons rien à personne, nous développons plutôt ici et maintenant l'insubordination créative, en étendant le plus que nous le pouvons les moments et les espaces où nous disons : « Nous n'allons pas nous subordonner aux injonctions du capital, nous allons faire autre chose, nous allons encourager l'aide mutuelle, la coopération, la création, contre le capital. » Ce n'est pas facile, ce n'est pas évident, mais c'est la direction dans laquelle il nous faut marcher, explorer. Avec rage, mais avec une rage qui ouvre d'autres perspectives, qui crée d'autres choses, une digne rage.

C'est en (se) posant des questions qu'on avance.

**John Holloway**

Mexico, Iztapalapa, Lienzo Charro, le 28 décembre 2008.